

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je remercie le député de ses remarques. Néanmoins, je tiens à ajouter que, depuis presque quatre ans que je suis ici, la Chambre a décidé plusieurs fois à l'unanimité de ne pas tenir compte de certains articles du Règlement. J'avais le devoir de vérifier si c'était le cas cette fois-ci. Reprenons le débat. Je donne la parole à la députée de Hamilton Mountain (M^{me} Dewar).

Mme Marion Dewar (Hamilton Mountain): Madame la Présidente, ce qui m'inquiète, cet après-midi, c'est que certains de nos collègues se sont comportés d'une façon que je qualifierais presque de sournoise. Ils se sont permis toutes sortes de manoeuvres. J'étais à la Chambre ce matin et personne n'a proposé de prolonger le débat à l'heure de la pause, mais les accusations fusaient de toutes parts.

Ce débat-ci porte sur la limitation d'un débat sur une question très importante. On veut enlever leur compagnie aérienne aux Canadiens et la confier au secteur, prétend-on, privé qu'un pays étranger pourrait contrôler avec tout ce que cela suppose. Voilà pourquoi il nous faut un débat prolongé.

● (1530)

Je m'inquiète quand j'entends des gens dire que nous retardons les travaux de la Chambre. D'accord, je ne suis pas ici depuis longtemps, mais la Chambre, elle, siège depuis plus de trois ans. Cela fera quatre ans à l'automne. Et c'est maintenant qu'on nous propose tous ces projets de loi! Le gouvernement avait-il besoin d'attendre la dernière année de son mandat pour les inscrire à l'ordre du jour? Il est donc loin d'être juste d'accuser l'autre côté de la Chambre de retarder les travaux.

Je m'inquiète également que l'on adopte une méthode aussi brutale. Il devrait y avoir des discussions approfondies non seulement sur le sort que l'on réserve à une société qui est un atout majeur pour les Canadiens, mais aussi sur les sentiments des Canadiens face aux répercussions possibles. Certains ont fait des déclarations teintées d'autoritarisme ou anti-démocratiques. Certes, un gouvernement qui peut compter sur environ 206 sièges ne devrait pas craindre de nous laisser rapporter à la Chambre ce que nous entendons dans nos circonscriptions.

J'écoute tous ces grands discours sur l'élargissement des débats, mais personne ne fait quoi que ce soit en ce sens. Avant d'être élue députée, lorsque j'étais simple citoyenne, j'avais cru comprendre qu'il y avait eu une réforme parlementaire qui devait permettre l'examen approfondi des questions et la tenue de débats sérieux, qu'il n'y aurait plus de séances prolongées, que le calendrier parlementaire serait respecté et que les députés pourraient être pleinement responsables de leurs devoirs. Depuis que je suis ici, j'entends de temps à autre que quinze de nos députés doivent être présents sans quoi le débat sera prolongé, une motion de clôture sera imposée ou nous siégerons tout l'été parce que le gouvernement n'a pas réussi à respecter son programme législatif. Nous n'avons pas le gouvernement

Attribution de temps

auquel les Canadiens s'attendaient lorsqu'ils ont entendu parler de réforme parlementaire. Le gouvernement tourne en dérision l'initiative qui était censée rendre notre institution responsable, favoriser des débats réfléchis et faciliter l'examen des questions que nous estimons importantes pour nos électeurs et, en fait, pour l'ensemble du Canada.

Certaines déclarations citées par le député de Simcoe-Sud (M. Stewart) sont embarrassantes. Elles m'ont par contre permis de me faire une bonne idée de ce qui se passait. Les députés disent simplement au gouvernement: «Vous avez fait ceci, vous n'avez pas fait cela». Pendant ce temps, nous ne parlons pas de la privatisation d'Air Canada et de ses répercussions sur les localités isolées comme nous sommes supposés avoir la possibilité de le faire.

Le Canada a été uni grâce aux réseaux de transport. Pourtant, le gouvernement veut moins de huit heures de débat, ce qui permettra à environ 20 personnes de parler, et c'est tout. Nous savons ce qu'il vous faut et vous l'aurez dit-il. Ce n'est certainement pas le genre de démocratie que nous devrions avoir en 1988.

Nous savons que les Canadiens désirent de plus en plus savoir ce qui se passe ici. On a demandé à maintes reprises d'utiliser la technologie pour que les gens sachent de quoi il retourne. Il n'y a pas de doute que la transmission des débats télévisés a donné aux Canadiens accès à la Chambre, mais je pense que ce qu'ils voient et entendent aujourd'hui est plutôt tragique.

Le gouvernement veut procéder à toute vapeur. Nous pourrions le comprendre s'il était minoritaire. Un gouvernement minoritaire serait un peu plus sensible à la procédure. Il pourrait se sentir obligé de faire ceci ou cela, au cas où il serait défait. Mais après avoir eu une énorme majorité pendant trois ans et demi, le gouvernement essaie de tout faire adopter en vitesse à la dernière minute et il prétend que c'est de la faute de l'opposition, parce qu'elle ne permet pas le débat. Où étaient les projets de loi? Il y a juste 10 jours, nous en avons reçu un qui modifie 27 lois. Il est incroyable que le gouvernement puisse faire cela et nous accuser de retarder les débats. Je pense que c'est un jour sombre pour la démocratie.

Le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) est bien bon pour tout tourner en rigolade. Pourtant, lorsqu'il était dans l'opposition, il a dit des choses avec lesquelles je suis d'accord. Voici ce qu'il a dit lorsqu'il était de ce côté de la Chambre:

Où sont donc passés tous les défenseurs du peuple de l'autre côté de la Chambre? Ils vont sortir la tête de leur auge dans quelques minutes. Ils vont entendre la cloche et laisser l'auge dans laquelle ils remuent leur groin en ce moment. Ils viendront à la Chambre grogner leur assentiment. Ils viendront approuver cette bousculade du Parlement, ce projet de faire adopter précipitamment un bill, ce pillage du Parlement. Ils devront faire le sale boulot que leur ont demandé de faire les adjoints parlementaires, ces assassins et ces eunuques.